

## **FONDS LOGEMENT UNIQUE DE LA LOIRE**

### **CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL LIE AU LOGEMENT**

- Vu la loi n°90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement,
- Vu la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions,
- Vu la loi relative aux libertés et responsabilités locales n°2004-809 du 13 août 2004,
- Vu la loi n°2006-87 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement,
- Vu la Convention départementale portant création du Fonds Logement Unique de la Loire signée le 18 septembre 2002,
- Vu la charte de l'Accompagnement Social Lié au Logement signée le 23 juin 1997,
- Vu la délibération de l'Assemblée départementale en date du 17 février 2006,
- Vu l'avis favorable du Comité Responsable du Plan en date du 6 décembre 2007.

La présente convention est conclue entre :

D'une part,

**Le Département de la Loire**, 2 rue Charles De Gaulle 42022 Saint-Etienne Cedex, représenté par Monsieur le Président du Conseil général, dûment habilité par décision par la Commission permanente en date du 4 février 2008.

et d'autre part,

**L'Association Régionale pour l'Information et la promotion des tziganes et des gens du Voyage** (A.R.I.V) :

Impasse des Fours Banaux  
Square Mendès France  
42400 Saint-Chamond  
☎ : 04 77 31 77 67

représentée par Jacqueline DUTHEL, Présidente, ayant pleins pouvoirs aux fins de la présente convention, ci-après dénommé "le contractant".

Il est convenu ce qui suit :

## **Préambule :**

L'Association Régionale pour l'Information et la Promotion des Tziganes et des Gens du Voyage (ARIV), est reconnue pour sa compétence particulière dans le département dans la prise en charge de ce public très spécifique, qui peut élire domicile à l'association.

Elle propose un accompagnement social des ménages en lien direct avec les dispositifs du Plan Départemental d'Action pour le Logement des personnes Défavorisées.

A ce titre elle répond aux attentes des partenaires engagés dans la recherche de solutions de logement durables pour le public qu'il accueille.

## **Article 1<sup>er</sup> - Objet de la présente convention**

---

La présente convention a pour objet de verser une subvention à l'ARIV afin de soutenir la réalisation, à la date d'effet de la présente convention, de l'action suivante :

**- accompagnement spécifique lié au logement et à l'habitat au bénéfice des gens du voyage en voie de sédentarisation afin de favoriser le développement de solutions pérennes répondant à leurs besoins.**

## **Article 2 - Engagements du contractant**

---

Le contractant s'engage à réaliser un accompagnement spécifique lié au logement dans les conditions suivantes :

Accompagnement social lié au logement et à l'habitat au bénéfice des gens du voyage ayant des projets de sédentarisation ou sédentarisés dans de mauvaises conditions, résidant ou non sur des aires d'accueil en lien avec les besoins repérés par l'étude.

### **2.1. Ménages concernés**

L'ARIV effectuera un repérage et un diagnostic des situations pour lesquelles le projet de sédentarisation s'inscrit dans un processus d'insertion en fonction des besoins évalués et des préconisations de l'étude sur la sédentarisation des gens du voyage.

Des orientations pourront être proposées par d'autres services sociaux et les CLT en fonction de nouveaux besoins émergents.

### **2.2. Durée de l'action**

L'accompagnement pourra être ponctuel dans la période de définition du projet logement et de recherche de solution adaptée, mais deviendra intensif dès lors qu'une solution d'habitat sera mise en oeuvre :

- dans les mois précédant la disponibilité du logement, terrain...
- pendant la période de la réalisation du projet en lien avec l'opérateur,
- dans les mois suivant l'installation, en vue du passage de relais avec les dispositifs de droit commun.

Ce travail de repérage des situations, les priorités d'intervention et l'avancement des suivis seront évoqués régulièrement dans le cadre du comité de suivi départemental sur les gens du voyage.

### 2.3. Collaboration avec les différents partenaires

La mise en œuvre de l'accompagnement social s'effectuera en étroite collaboration avec les diverses associations ou services implantés localement ainsi que les communes.

Des liaisons seront faites avec le Fonds Logement Unique, les Commissions Logement Territorialisées, le Fichier départemental des demandeurs de logement prioritaires et les Commissions Logement Uniques.

Une recherche de relais sociaux sera faite au plus tard au moment de l'installation dans le logement.

Quelle que soit la cause d'achèvement anticipé de l'accompagnement social du fait du bénéficiaire, le contractant en informera immédiatement le gestionnaire.

### 2.4. Encadrement et intervenants

La prestation est assurée par un travailleur social diplômé d'Etat, dont l'intervention s'effectue au siège de l'association, au domicile des personnes ou au plus près des publics et des partenaires locaux.

Le contractant assure l'encadrement et la formation des personnels et la continuité de l'action en adaptant l'organisation des moyens. Il s'engage à informer le gestionnaire des arrêts de travail des salariés intervenant dans cette action ainsi que des modalités prévues pour leur remplacement.

## **Article 3 - Engagements du Département de la Loire**

---

Le Département s'engage à financer l'action de l'ARIV qui s'inscrit, au titre du Fonds Logement Unique, dans le cadre du programme d'actions du Plan Départemental d'Action pour le Logement des personnes Défavorisées.

## **Article 4 - Dispositions financières**

---

### 4.1. Participation du Fonds Logement Unique

Le Département versera une subvention d'un montant global de **51 000,00 € TTC** dans les conditions suivantes :

- accompagnement social de 50 ménages sur l'année avec une moyenne de 30 suivis ponctuels et 20 suivis intensifs en fonction des problématiques rencontrées et de l'état d'avancement des projets et en lien avec le comité de suivi départemental des gens du voyage.

### 4.2. Echéancier de paiements

Les règlements seront réalisés selon l'échéancier suivant :

- versement d'un acompte de 30 % du montant prévisionnel de l'action engagée dès la signature de la convention, soit **15 300,00 € TTC**,
- versement d'un 2<sup>ème</sup> acompte de 30 % à l'issue d'une période de 6 mois, sur production d'un bilan intermédiaire et des documents justificatifs,

- versement du solde à l'échéance de la convention sur présentation du rapport final d'activité.

La subvention inclut les frais afférents au poste de travailleur social, la logistique et déplacements.

Dans l'hypothèse d'une dépense réelle inférieure, la subvention sera réajustée en conséquence.

Le comptable assignataire des paiements est Madame le Payeur départemental, 22 rue Balaÿ 42022 Saint-Etienne.

## **Article 5 - Suivi et évaluation des missions subventionnées**

---

Les parties sont tenues à une concertation régulière pendant toute la durée de la convention.

Le contractant s'engage à compléter chaque mois les « grilles de suivi » qui lui auront été fournies et à les transmettre par courrier électronique au PDALD, au Conseil général (SDPS), et aux CLT concernées pour les ménages identifiés pour un habitat adapté et inscrits comme demandeurs prioritaires (notamment dans le cadre du partenariat avec le CALL-PACT de Saint-Etienne).

Une réunion/bilan aura lieu au cours du 9<sup>ème</sup> mois de l'exercice avec les membres de l'équipe technique du PDALD. Avant cette date, le contractant devra fournir un bilan écrit de l'action, portant sur les aspects qualitatifs et quantitatifs.

Ce bilan effectué au plus tard 3 mois avant la date d'échéance, permettra à chacune des parties de prendre toutes dispositions à l'échéance de celle-ci, et notamment au gestionnaire de prononcer l'admission des prestations réalisées au titre de la présente convention.

## **Article 6- Contrôle des fonds alloués** (Article 10 de la loi du 12 avril 2000/Arrêté du 11 octobre 2006/ Art. 1611-4 CGCT)

---

Le cocontractant est tenu de fournir au Département, une copie certifiée de ses budgets et comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous les documents faisant connaître les résultats de des activités subventionnées.

Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, le cocontractant doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention dans les conditions prévues par l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 alinéa 4 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

## **Article 7 - Durée de la convention**

---

La présente convention produira ses effets à compter de sa notification aux parties et expirera le 31 décembre 2008.

Dans tous les cas d'achèvement anticipé de l'action tels que visés aux articles 9 et 10 le paiement du contractant se fera au prorata du niveau de réalisation de l'action.

#### **Article 8 - Interdiction de reversement de la subvention allouée (Décret / loi 2 mai 1938)**

---

La subvention est attribuée à l'ARIV, qui ne pourra reverser à un tout autre organisme tout ou partie des fonds alloués.

#### **Article 9 - Dénonciation**

---

Le Département se réserve la faculté de dénoncer la présente convention, à tout moment, pour tout motif d'intérêt général, après un préavis de 3 mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **Article 10 - Résiliation**

---

Le Département se réserve la faculté de résilier la présente convention si le contractant ne remplit pas ses obligations, après une mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si cette mise en demeure reste infructueuse dans un délai de 15 jours, la résiliation prendra effet à l'expiration du délai. La lettre résiliation, constatant le non-respect de l'obligation, sera adressée au contractant en recommandée avec accusé de réception.

#### **Article 11 - Règlement des différends**

---

En cas de litige résultant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, les parties s'engagent à tout mettre en œuvre pour parvenir à un règlement amiable dudit litige.

En cas d'échec de la conciliation, le différend sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Saint-Etienne, le

**Pour le Département,  
Le Président du Conseil général de la Loire**

**Cachet et signature**

**Pour l'ARIV,  
La Présidente**

**Cachet et signature**